

TRIBUNE

Parler sous la dictature : quand le pouvoir arrête les mots !

*À la gloire de **Youssef SISSOKO**, directeur de publication de **L'Alternance**,
symbole d'un journalisme courageux, debout et vainqueur face à l'arbitraire.*



Mamadou Ismaïla KONATÉ

Avocat à la Cour – Barreaux du Mali et de Paris
Arbitre international
Ancien Garde des Sceaux, ministre de la Justice du Mali

Chez Sony Labou Tansi, la dictature n'est jamais seulement un régime politique ; elle est une maladie du langage, une pathologie du pouvoir. Elle commence lorsque l'État décide que certains mots sont des crimes et que la parole devient un délit.

Dans *La Vie et demie*, *L'État honteux* ou *Les Sept Solitudes de Lorsa Lopez*, le tyran ne règne pas parce qu'il est fort, mais parce qu'il a peur : peur des mots, peur des consciences, peur de l'homme debout.

La figure du dictateur laboutansien est constante : il veut régner sur les corps, mais surtout sur les esprits. Il ne se contente pas d'emprisonner, il interdit de nommer. Il ne gouverne pas, il réprime la pensée.

* * *

C'est précisément dans ce cadre que s'inscrit l'arrestation d'un journaliste pour avoir exprimé une opinion critique à l'égard d'un chef d'État étranger. Ce n'est pas un fait isolé ; c'est un symptôme. Un symptôme grave.

Chez Sony Labou Tansi, lorsque le pouvoir commence à arrêter les journalistes, c'est qu'il a déjà perdu toute légitimité morale. Le tyran sait que son autorité ne repose ni sur le droit, ni sur le consentement, mais sur la peur. Alors il frappe ceux qui parlent, non parce qu'ils mentent, mais parce qu'ils disent vrai.

L'arrestation de Youssouf Sissoko, pour un propos exprimé, pour une parole assumée, s'inscrit dans cette logique tragiquement familière : celle d'un pouvoir qui confond souveraineté et susceptibilité, diplomatie et soumission, ordre public et silence forcé.

Or, comme l'écrit et le montre inlassablement Sony Labou Tansi, un pouvoir qui exige le silence n'est plus un État : c'est une prison à ciel ouvert.

* * *

Dans l'univers laboutansien, le journaliste, l'écrivain, le poète sont dangereux non parce qu'ils appellent à la violence, mais parce qu'ils refusent le mensonge officiel. Ils rappellent que la parole est un droit antérieur à l'État, que la liberté d'expression n'est pas une concession du pouvoir, mais une condition de son existence légitime.

Quand un régime arrête un journaliste pour avoir parlé d'un dirigeant étranger, il révèle surtout sa propre fragilité : un pouvoir sûr de lui n'a pas peur des mots.

* * *

Sony Labou Tansi nous enseigne aussi que la dictature aime travestir la répression en légalité. Elle habille l'arbitraire de procédures, maquille la censure en maintien de l'ordre, transforme l'injustice en décision administrative.

Mais derrière ces artifices, il n'y a qu'une chose : la négation de la dignité humaine. Et cette

négation commence toujours par l'interdiction de parler.

Dans *L'État bontoux*, le pouvoir devient obscène parce qu'il ne tolère aucune contradiction. Il veut l'unanimité, cette forme suprême de mensonge collectif. Arrêter un journaliste, c'est tenter d'imposer cette unanimité factice. C'est dire à la société : « Tais-toi, ou subis. »

Mais Sony Labou Tansi nous rappelle une vérité fondamentale : les régimes qui gouvernent par la peur finissent toujours par être vaincus par la parole qu'ils ont voulu étouffer.

* * *

L'affaire Youssouf Sissoko n'est donc pas seulement celle d'un homme privé de liberté ; elle est celle d'un pays mis à l'épreuve de sa conscience démocratique.

Elle pose une question simple et brutale : un État peut-il se dire souverain lorsqu'il emprisonne ceux qui pensent librement ?

Pour Sony Labou Tansi, la réponse est sans appel : non. Car la souveraineté sans liberté n'est qu'une imposture armée.

* * *

Dans l'œuvre de Sony Labou Tansi, les dictateurs passent, les geôles se ferment, les bourreaux disparaissent.

Ce qui demeure, c'est la parole. Toujours.

La parole qui survit aux prisons, la parole qui traverse les exils, la parole qui, tôt ou tard, juge les puissants.

Et c'est peut-être là la leçon la plus actuelle : on peut arrêter un journaliste, mais on n'arrête jamais ce qu'il a déjà dit.

Le pouvoir peut gagner du temps ; il ne gagne jamais l'Histoire.